

| | |
|---------------------|---|
| Zeitschrift: | Revue Militaire Suisse |
| Herausgeber: | Association de la Revue Militaire Suisse |
| Band: | - (2024) |
| Heft: | 3 |
| Artikel: | Guerre Israël-Hamas : décryptage et conséquences dans la guerre au Proche-Orient |
| Autor: | Triaï, Chaouki |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-1055418 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Proche Orient

Guerre Israël-Hamas : Décryptage et conséquences dans la guerre au Proche-Orient

Chaouki Triaï

Journaliste et universitaire, analyste des questions sécuritaires et géopolitiques

C'est dans un amphi complet qu'a eu lieu à l'Université de Toulon une conférence au titre évocateur : « *Guerre Israël-Hamas : décryptage & conséquences* », prononcé par le professeur Pierre Razoux, docteur en histoire et Directeur académique de la Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques (FMES). Il a fait preuve d'un sens très aiguisé, sur le plan pédagogique, à traiter d'un sujet ô combien polémique. Surtout depuis l'attaque terroriste de l'organisation Hamas en Israël, le 7 octobre 2023. La riposte de l'Etat hébreu ne s'est pas fait attendre en déclenchant un déluge de feu de son armée Tsahal, des trois forces combinées : air, terre et mer. Du jamais vu depuis la création d'Israël, le 14 mai 1948. Alors que se déroule la conférence en ce mois de décembre 2023, c'est plus de deux mois de conflit armé entre Israël et le Hamas. La conférence a été introduite par l'Amiral Pascal Ausseur de la FMES avec ces mots : « (...) le monde dans lequel on est n'est pas le monde que nous attendions (...) ».

Effroi et sidération : Le 7 octobre 2023

Beaucoup ont été frappés d'effroi et de sidération, le 24 février 2022, quand la Russie a attaqué militairement l'Ukraine. Il en a été de même au moment de l'attaque du Hamas. Dès le début de son intervention, l'historien commence par présenter une carte géographique de l'Etat d'Israël dont l'originalité est de le montrer non pas de manière verticale, mais de manière horizontale. Ce qui change la perspective aussi bien sur sa longueur que sur sa hauteur. Ce qui lui fait dire : « *Quand on fait de la géopolitique ou de la stratégie..., il faut regarder les cartes dans tous les sens. (...) J'ai mis Israël et ses voisins. Pourquoi? Parce que c'est comme ça que les Jordaniens voient aujourd'hui le théâtre des opérations.* » Une Jordanie qui a des frontières avec sept pays (Egypte, Israël, Cisjordanie de l'Autorité palestinienne, Liban, Syrie, Irak et Arabie Saoudite). Elle partage la mer Morte avec Israël, la Cisjordanie, une partie de l'entrée du Golfe d'Aqaba avec l'Egypte et Israël. Avec son camp de réfugiés syriens au Nord de Mafraq, elle abrite une base militaire française et deux des Etats-Unis. Avec sa petite frontière avec le Liban, autant dire que ce pays se trouve au cœur du chaudron du conflit Israël-Palestine.

Après cet exemple de regard en perspective, Pierre Razoux indique que ce qui se passe aujourd'hui avec le Hamas, advient sur la bande de Gaza, en territoire palestinien sur le littoral de la mer Méditerranée. C'est donc une partie infime et distincte de la Cisjordanie. Il faut traverser le territoire israélien pour s'y rendre. L'Autorité palestinienne se trouve en Cisjordanie. Le conférencier montre également le Nord d'Israël et sa frontière avec la Syrie où l'armée israélienne occupe le plateau du Golan qu'elle a annexé. De ce tour d'horizon, il explique que l'Egypte est concernée : « *c'est un des acteurs directement impliqués par ce qui se passe dans la bande de Gaza* » du fait de sa frontière commune, dans une situation de risque intérieur de troubles. La bande de Gaza est au cœur d'un conflit armé qui se joue en « direct » sur les réseaux sociaux. L'expert pose la question d'une possibilité d'extension de cette conflagration dans l'ensemble de la région. Pour l'instant, le professeur P. Razoux ne voit pas d'élargissement de la guerre par le Hezbollah au Liban, ni par l'Iran, malgré quelques accrochages. Il explique : « *Le Hezbollah fait le service minimum et toutes ses actions (...) sont extrêmement calibrées, car chacun connaît les lignes rouges de l'autre et personne ne les dépasse. Le but du Hezbollah et de l'Iran pour le moment, c'est de maintenir la pression. Surtout ne pas s'impliquer directement et massivement dans le conflit, mais maintenir la pression pour obliger Israël à conserver trois divisions mobilisées à la frontière Nord (...).* »

Le 7 octobre, le Hamas a perpétré une attaque terroriste massive sur une vingtaine de kilomètres sur le sol israélien et au-delà de la bande de sécurité érigée par Israël, autour de la bande de Gaza. Ce sont des petits villages qui ont été la proie des assaillants. L'expert P. Razoux détaille : « *Sur les vingt mille combattants du Hamas, trois mille ont participé à l'offensive avec toutes les atrocités commises. Ils sont revenus dans la Bande de Gaza avec environ 250 otages épargnés un petit peu partout. Pour vous donner un ordre d'idée : trois mille sur vingt mille, c'est 15 % des effectifs combattants du Hamas qui ont participé à l'offensive. Les Israéliens estiment avoir éliminé entre mille et mille cinq cent combattants. Les autres sont rentrés chez eux à Gaza avec 250 de leurs otages.* » D'aucuns considèrent que c'est une opération inédite depuis l'existence de l'Etat d'Israël.

Hamas : Quel but de guerre ?

Selon la perception du Directeur académique de la FMES, pour le Hamas c'est « *remettre le dossier israélo-palestinien sur le devant de la scène internationale, alors qu'il était passé du dessus de la pile de dossiers en dixième, onzième ou douzième position. Dans la région tout le monde s'en fichait un peu.* » Et ce n'est pas à n'importe quel moment que cela s'est produit. En effet, « *dans le cadre des recompositions géopolitiques au Moyen-Orient, au moment où l'Arabie Saoudite a laissé entendre qu'elle était sur le point de normaliser ses rapports avec Israël (...)* », poursuit le spécialiste. Pour les Palestiniens, la coupe est pleine et surtout pour le Hamas. Ce qui fait dire à l'historien : « *Le Hamas a compris que c'était sa dernière chance et que c'était probablement le moment qu'il fallait agir, provoquer un choc et sidérer un, les Israéliens, deux, la communauté internationale et trois, les autres Palestiniens eux-mêmes. La stratégie du Hamas, c'était donc de briser cette normalisation qui était annoncée ou en cours entre l'Arabie Saoudite et Israël. C'est clairement réussi. Mais aussi de faire diversion et d'obliger Israël à se concentrer de nouveau sur les problèmes intérieurs de sécurité : donc la question palestinienne. Sous-entendu : arrêtez de nous parler de l'Iran et concentrez-vous sur le dossier palestinien. C'était sidérer et mettre une telle gifle aux Israéliens, à leur gouvernement et à la société que le réflexe immédiat était celui de la vengeance et de l'application de la loi du Talion, c'est-à-dire plus jamais ça !* »

Par conséquent, il s'agissait pour le Hamas de rabaisser puissamment l'hégémonie d'Israël dans les discours sur ce conflit au Moyen-Orient par les horreurs et les prises d'otages, sorte de butin de guerre, et de frapper de terreur la société israélienne. De ce fait, la réactivité de la riposte d'Israël pourrait être imaginée ainsi : « *Vous allez voir ce que vous allez voir.* » Cette attaque démentielle du Hamas a dépassé toute perception du côté israélien laissant sans voix, sur le coup, l'exécutif du gouvernement israélien. Vu sa capacité analytique sur le plan stratégique et militaire, comment se fait-il qu'il n'y ait eu aucune anticipation ? Que s'est-il passé au sein des stratégies de Tsahal ? Il semblerait toutefois qu'il existait au sein des services de renseignement israéliens quelques éléments qui aient filtré, mais visiblement non pris en compte.

Résultat : Une déconvenue pour le Hamas

Pour l'heure, le Hamas s'attendait à une riposte fulgurante des Israéliens. Ce qui fait dire à l'expert ceci : « *Faire le pari qu'Israël sur-réagirait, envahirait massivement la bande de Gaza et viendrait s'enliser dans un conflit urbain extrêmement couteux et complexe permet au Hamas de penser pouvoir gagner.* » Visiblement, c'est une faute tactique du Hamas, car lorsqu'on assiste à ce qui se déroule, il n'est pas dans une trajectoire de victoire, bien au contraire. Il se dirige droit vers une défaite sur le terrain au prix de milliers de morts côté palestinien au regard de son assaut qui a fait plus de mille deux cents victimes côté israélien. Le professeur souligne : « *Face à cette situation, l'armée israélienne a mis une semaine pour reprendre le contrôle de toute cette zone qui avait été occupée par les terroristes du Hamas. Une semaine au passage, pendant laquelle ils ont perdu, à la louche, près de 350 militaires face à mille cinq cents combattants du Hamas éliminés.* » Sans entrer dans une comptabilité macabre, le ratio montre la différence en terme de résultat, mais meurtrier de part et d'autre.

A l'issue de ces sept jours, « *(...), l'état-major israélien a réfléchi sur quoi faire, met trois semaines de préparation et en attendant avec des bombardements intensifs pour affaiblir le Hamas (...)* », étaie le géopolitologue. Il poursuit : « *Le 27 octobre, dans un premier temps relativement limité, qui avait pour objectif (...) de couper la bande de Gaza en plusieurs segments. Un au Nord, un au centre, et un gros au Sud. En arrivant à la mer, le principe étant d'isoler littéralement la ville de Gaza-city (...) qui était un peu la forteresse et le cœur névralgique du système décisionnel et militaire du Hamas.* » L'orateur, sans faire de comparaison, revient un peu sur l'Histoire en référence au siège des forteresses d'autrefois.

Les intentions des Israéliens étaient de replacer la position « *dissuasive de l'armée israélienne et [de] rétablir un rapport de forces tel que les adversaires potentiels d'Israël comprennent que ceux qui, à l'avenir, l'agressaient devraient payer un prix extrêmement lourd. Cet objectif stratégique, je pense a été atteint.* » C'est le point de vue de l'historien, tout en précisant qu'il n'était pas là pour donner des éléments de valeur ou de jugement. Un regard de l'analyste et de l'historien pour tenter de décortiquer les faits, encore une fois d'une situation très complexe, d'un côté comme d'un autre. Il continu son propos : « *Je pense qu'aujourd'hui, aucun des adversaires potentiels d'Israël se dit « on peut jouer et on peut tester Israël ». Là, ils ont saisi (...) l'effet dissuasif.* »

Deux autres objectifs opérationnels doivent être ici soulignés. Ce que fait le conférencier. « *Le premier : c'était clairement d'éliminer ou du moins de réduire au maximum, la branche armée du Hamas (les cadres dirigeants, toute la logistique, l'infrastructure, les structures, le ravitaillement en eau, les munitions, le carburant, (...). Le deuxième objectif : libérer les otages par la force. Et là c'est un échec quasi complet. (...) Donc le gouvernement israélien a tiré la conclusion que pour essayer de faire libérer un certain nombre d'otages, notamment les femmes, les enfants (...), il allait faire une trêve et entamer un processus de négociation. C'est ce qui s'est passé fin novembre où, pendant une semaine, une trêve a permis la libération de cinquante otages israéliens plus trente-cinq otages non israéliens (...). Les objectifs opérationnels n'ont pas été atteints. Et pendant cette trêve, les stratégies du Hamas se sont dit : « C'est en train de marcher. On use l'armée israélienne et on est en train de gagner la bataille médiatique, la bataille de l'image (...).* » Assez vite, on assiste avec cette trêve, à trois théâtres de conflit dans une même séquence de temps : une guerre sur le champ de bataille, dans les médias et sur le terrain du narratif. Il faut être en mesure d'alléguer que les deux côtés, « *ont atteint leurs objectifs (...) pour dire on arrête les frais (...)* et on part sur d'autres bases » enchaîne l'intervenant. Du côté du Hamas, en ce 1^{er} décembre, l'organisation s'est persuadée qu'avec les trêves, elle pourrait encore « *jouer* ». Après avoir échangé quelques otages, le Hamas qui en détient encore, va faire augmenter le tarif pour les autres otages.

Le prix de l'échange « sur la valeur ajoutée »

Dans cet échange d'otages, le prix était : un otage libéré contre trois prisonniers palestiniens, donc un pour trois. En ce qui concerne le principe du taux de change, l'historien rappelle l'échange qui a eu lieu par le passé avec un otage militaire israélien libéré contre mille prisonniers palestiniens. Pour le spécialiste : « *Il faut regarder les chiffres. Dans les prisons israéliennes en Israël, dans des portions du territoire occupé en Cisjordanie, on estime (...) qu'il y a entre six mille et huit mille prisonniers palestiniens. Après cette semaine d'échange, il reste de l'autre côté, encore cent trente-huit otages israéliens. Vous prenez la calculette, vous faites la division et ça*

vous donne le taux de change aujourd’hui de : un pour cinquante-cinq. (...) Le Hamas se dit : on peut monter. Plus on monte, plus on va faire libérer de palestiniens en prison. »

Les combats ayant repris dans les couloirs, les pourparlers se poursuivent. Pour Pierre Razoux : « *Et dans cette négociation, le but des Israéliens, c'est de maintenir le taux d'échange bas, et celui du Hamas, c'est de faire monter les prix. (...) Les Israéliens disent au Hamas, puisque vous voulez faire monter les prix, (sous-entendu, les femmes, les enfants, ...) maintenant qu'on arrive aux adultes liés aux soldats et aux réservistes, on passe par exemple à un pour dix, quinze ou vingt, il n'en est pas question. Donc, on maintient la pression.* » Par conséquent, les combats s'accentuent.

« Les Israéliens se disent plus jamais ça. On arrive dans un système où de toutes les façons, on est en train d'être isolé sur le plan international. Et quitte à l'être, autant redessiner les frontières ou créer des situations de fait sur le terrain qui assurent une relative sécurité aux citoyens israéliens, pour au moins une génération (...) », selon l'historien.

Pour Israël : Une guerre existentielle ?

Cette attaque du Hamas et ses conséquences est vécue par les Israéliens comme un cataclysme qui n'est pas sans leur rappeler les guerres passées depuis 1948 et la naissance de l'Etat tel que l'avait établi l'Organisation des Nations Unies (ONU). Là, pour Israël, il s'agit de redéfinir le bornage des frontières en fonction des rapports de forces sur le terrain. Si Israël estime qu'il n'a plus rien à perdre, il pourrait prendre l'initiative sur le terrain qui sera en sa faveur, dans la durée.

L'objectif initial de l'Etat hébreu est d'anéantir la branche armée du Hamas, au moins dans la Bande de Gaza. Pour l'expert : « *Ce qui veut dire également libérer les otages d'une manière ou d'une autre, même si on doit passer par des trêves pour négocier (...), puisqu'ils ont un « stock » de palestiniens. L'armée israélienne agit aujourd'hui en Cisjordanie préventivement parce que justement (...) la phase d'extension du conflit serait la Cisjordanie. C'est la stratégie du Hamas (...). Israël mène donc une « guerre » aussi en Cisjordanie (...) en démantelant des cellules actives dans les camps de réfugiés, identifiants et en éliminant certains cadres du Hamas qui pourraient tenter de prendre les armes avec l'appui massif de l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas qui est totalement délégitimé.* » Dans cette situation, l'Autorité palestinienne est sur le grill et physiquement menacée. Face à cette menace dont elle mesure la gravité, elle collabore avec Israël contre le Hamas. L'absence de réaction de sa part et son silence interrogent.

Quel avenir pour la Bande de Gaza ?

Si le conflit dure, perdure et s'étale dans le temps, la question de son devenir est sur toutes les lèvres. Voici la vision de l'expert : « *Il est probable qu'au sein du gouvernement israélien par notamment chez les faucons, est la volonté d'en faire un champ de ruines et que personne ne puisse s'y installer. Chez les pragmatiques et les prudents, la stratégie est plutôt de dire : prenons le contrôle des points clefs de la bande de Gaza. Affaiblissons au maximum le Hamas, négocions et entendons-nous avec les dirigeants arabes avec lesquels (...) on peut discuter pour créer les conditions de l'arrivée d'une force internationale de sécurité. Elle pourrait être mandatée par l'ONU, la Ligue arabe. Bref, amener sur place les forces de sécurité majoritairement arabes égyptiennes, jordaniennes, marocaines, saoudiennes,*

par permettre à l'armée israélienne de se retirer, (...) » Un schéma qui pour l'heure est loin d'être dominant, tant l'issue du conflit est incertaine. Les plaies béantes seront difficiles à cicatriser, d'autant que la situation se dégrade en Cisjordanie, ce que l'historien appelle « l'archipel palestinien ». Pour mémoire, il s'agit d'une zone sous contrôle de l'Autorité palestinienne, de l'armée israélienne. La guerre concerne la bande de Gaza, mais également les colonies israéliennes sur son territoire. Le conférencier expose : « *En Cisjordanie, depuis deux mois, il y a des affrontements qui commencent à s'allumer partout. (...) Pourquoi ? Parce que le Hamas se dit, la situation se dégrade et va vite devenir intenable dans la bande de Gaza : il faut donc faire diversion et ouvrir un nouveau front en Cisjordanie. (...) »*

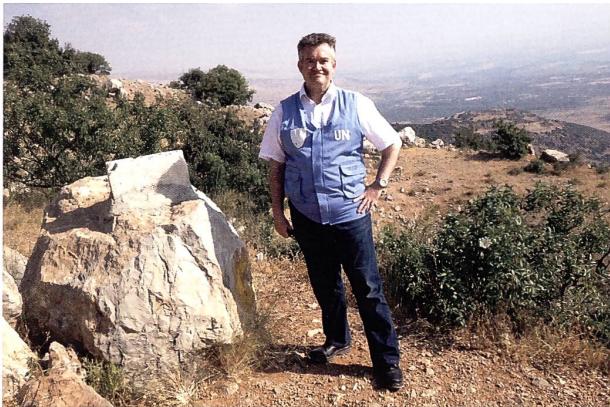
Dans l'hypothèse où la situation s'envenime en Cisjordanie, cela risque de mobiliser l'armée israélienne qui est déjà aux prises avec le Hamas dans la bande de Gaza, mais également en alerte à la frontière du Sud-Liban. Et si cela se produit, le spécialiste prédit : « *(...) L'armée israélienne ne sera pas capable de s'occuper à la fois de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de lancer une opération au Sud-Liban contre le Hezbollah. (...) Par contre, beaucoup de gens ont peut-être intérêt à ce que cela s'embrase ici.* » Et si la Cisjordanie devient également une poudrière explosive, c'est la Jordanie qui risque d'en faire les frais de par sa frontière avec une arrivée de déplacés qui furaient le brasier. C'est dire à quel point il suffit d'une étincelle pour que s'élargissent les espaces de la terreur avec leur cortège de mort.

Au Nord, à sa frontière avec le Liban, Israël subit également des tirs de roquettes et des incursions furtives du Hezbollah libanais et d'autres milices. Une zone en tension permanente également où Israël riposte. Pierre Razoux commente : « *On est (...) dans un affrontement très cadré. Chacun comprend les limites à ne pas dépasser et fait ce qu'il peut pour maintenir la pression.* »

Malgré le fait qu'Israël domine sur le plan militaire, le pays s'interroge sur l'image qu'il renvoie au monde. Et surtout, face à ce qu'il ressent comme une menace existentielle et la détestation dont il fait l'objet, surtout par la population arabe. Ceci explique sans doute que, pour défendre son existence, le pays doit faire peur, notamment en utilisant sa force armée quand il est agressé.

Pour le professeur, il existe une crainte à cause de la situation qui prévaut en particulier à Gaza. Ajouté, le risque de déflagration en Cisjordanie, et « *que les faucons dans le gouvernement israélien, se disent que c'est le moment (...) d'aller affaiblir le Hezbollah au Sud-Liban.* » Dans cette position extrême du gouvernement israélien demeure un dilemme pour son Premier ministre Benjamin Netanyahu. Son souhait, c'est de perdurer au pouvoir à n'importe quelle condition. L'arrêt des hostilités pourraient l'affaiblir sur le plan de la politique intérieure. Ses affaires judiciaires attendent tapies dans l'ombre. Sans compter le ressentiment pour beaucoup d'israéliens et, particulièrement pour les familles des otages. Pierre Razoux a cette phrase : « *Là-bas, la vengeance est un plat qui se mange chaud.* »

Une autre question s'impose : « *Comment gérer la guerre contre le Hamas dans la durée et notamment sur le plan économique ?* », s'interroge le conférencier. La guerre a un coût très lourd pour le pays. Elle provoque une baisse de l'activité économique. Cela peut dissuader les investisseurs. A cela, s'ajoute la menace nucléaire de l'Iran qui a fait des avancées considérables dans ce domaine. Durant la période de la guerre entre Israël et le Liban en 2006, l'Iran n'était pas au point sur la question nucléaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et ça change



tout. Encore faut-il que l'Iran et Israël reconnaissent posséder un potentiel nucléaire. Ce qui pourrait entraîner une dissuasion mutuelle. Une chose est certaine, Israël a besoin du soutien des Etats-Unis. Du côté israélien et du côté palestinien, il n'y a pas non plus de consensus qui se dégage. Dans les deux camps, il y a des modérés et les jusqu'au-boutistes.

En marge de la conférence

Le professeur Pierre Razoux a bien voulu jouer les prolongations. Il a accepté pour la RMS d'apporter des éléments complémentaires sur sa conférence. Il s'est prêté au jeu des questions-réponses, lundi 11 décembre 2023, alors que les bombardements ont repris en sol gazaoui après l'arrêt de la trêve et la libération des otages. Interrogé sur le titre de sa conférence « *Guerre Israël – Hamas...* », il acquiesce en disant qu'il opère en effet une distinction entre le Hamas et les Palestiniens. Une distinction nécessaire dans cette confusion générale, car le peuple palestinien n'est pas à confondre avec l'entité Hamas. Explication du conférencier : « *Le conflit israélo-palestinien date de la création d'Israël et même un peu avant. La guerre entre Israël et le Hamas est un événement ponctuel récurrent depuis 2005. C'est-à-dire depuis la victoire du Hamas aux élections palestiniennes. Et l'armée israélienne s'est affrontée à plusieurs reprises au Hamas (...)*

En effet, l'Etat hébreu fait face aux attaques répétées du groupe Hamas qui tire des roquettes et des missiles de la Bande de Gaza sur le territoire israélien, qui sont neutralisés par la protection de son espace par un système de défense aérien mobile appelé « Dôme de fer ». A ces attaques, il faut ajouter les tentatives de pénétration sur son sol par des incursions souterraines à partir de tunnels creusés depuis plus d'une dizaine d'années, principalement du côté de la Bande de Gaza, sous la frontière israélo-palestinienne. L'agression majeure du 7 octobre 2023 marque son apogée dans les procédés et les moyens. C'est la branche armée du Hamas qui se trouve dans la Bande de Gaza. La branche politique du Hamas ne se trouve pas à cet endroit. Elle est hors de ce territoire. Elle a pour conséquence une réplique foudroyante de l'armée israélienne.

Lors de sa présentation, Pierre Razoux a insisté sur le fait que lorsqu'on fait de la géopolitique, les cartes géographiques doivent être analysées sous différents angles. Il revient sur ce point crucial : « *Pour comprendre un sujet de géopolitique, visuellement et donc psychologiquement, regarder une carte orientée Nord-Sud ne suffit pas (...), car vous la voyez de manière conventionnelle. Alors que si vous la regardez à plat en tournant autour, c'est-à-dire sous tous les angles, vous comprenez le point de vue des uns et des autres (...). Pour comprendre la géopolitique, le but est de se*

mettre dans l'esprit des protagonistes. En se disant si j'étais à leur place, quels seraient mes objectifs, mes contraintes et comment je verrais mon environnement propre ? Et de cette manière-là, vous avez plus de chance de comprendre. » Cette méthode d'analyse permet de mieux cerner son adversaire et de mieux discerner son opposition qui dans cette situation, s'exprime par la force. La comprendre, ce n'est pas l'approuver.

Les lignes rouges et la libération d'otages

Attardons-nous un instant sur le point soulevé par le docteur en histoire. Les adversaires d'Israël dans le conflit Israël Palestine ont des « marqueurs ». Ce sont des lignes rouges sans quoi, si les marqueurs sautent, c'est la confrontation sanglante qui monte d'un cran supérieur. Le locuteur déchiffre : « *J'ai dit cela pour deux acteurs typiques : un la Syrie, deux le Hezbollah donc l'Iran. Pour les Palestiniens, on est plus dans une logique de conflit intérieur. Le régime syrien et le Hezbollah savent très bien qu'Israël a tracé des lignes rouges : pas d'attaques directes sur les grandes villes israéliennes, pas de prises d'otages, pas d'infiltrations de commandos visant à kidnapper des citoyens ou des soldats israéliens, ce qui ensuite donne lieu à des négociations (...). Pour le moment, sur le front Nord, il n'y a pas eu de franchissement. (...)*

Sans faire une comptabilité macabre, le professeur reprend un autre élément de sa conférence : « *Les échanges entre otages et prisonniers palestiniens sont organisés avec un « taux de change » dans la même logique que pour la valeur numéraire sur qui donne quoi en matière de pourcentage. »* Quelle en est la logique ? « *C'est le taux de change pour la valeur numéraire. Ça remonte à la nuit des temps (...)* », explique le conférencier. Le nombre de Palestiniens dans les geôles israéliennes est tel que leur but : échanger le minimum d'otages pour un maximum de Palestiniens. En fait, toute la subtilité de l'échange est de définir le taux de change le plus « juste possible » en fonction du contexte (...). Avec les otages restants, le Hamas se demande quel est le taux pour que j'obtiennes la libération de Palestiniens. Ce qui complique ce calcul, c'est que les responsables de ces échanges n'octroient pas la même valeur aux sujets des échanges, comme par exemple : un civil ou militaire israélien et un civil ou combattant palestinien. « *D'autant plus qu'ils doivent tenir compte des éléments psychologiques de l'instant où se déroule la négociation* » ajoute-t-il.

Guerres des Six Jours et du Kippour, risque existentiel

Le 5 juin 1967, l'armée israélienne déclenche une offensive contre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie qui lui sont hostiles. Elle occupe des parties de leur territoire. Le 6 octobre 1973, l'Egypte et la Syrie attaquent Israël. La riposte est immédiate et Israël reprend le dessus. Les événements du 7 octobre 2023 font réagir aussitôt Tsahal. Cela donne l'impression qu'à chaque attaque, l'Etat d'Israël réagit sur le plan militaire de manière musclée. A croire qu'il faut que le pays soit agressé pour qu'il s'impose. On pourrait penser qu'ainsi, il en sort à chaque fois plus fort. Pierre Razoux le voit différemment : « *Aujourd'hui, au sein de la société israélienne, l'institution de Tsahal reste le dernier ferment de cohésion sociale, nationale et d'unité au sein d'un pays de plus en plus fragmenté. Tout ce qui permet de renforcer l'armée israélienne, pas uniquement matériellement, mais psychologiquement, concourt à consolider une cohésion qui a tendance à s'effriter. Tous les Israéliens survolent l'armée parce qu'ils sont bien conscients que ce qui auparavant servait de creuset de cohésion n'existe plus. »* Cela n'est pas dû seulement à ce qu'elle est et ce qu'elle fait. « *Comme à chaque guerre, Israël bénéficie de l'appui, notamment des Etats-Unis.*

(...) Mécaniquement l'armée israélienne se renforce. Ceci dit, ce renforcement ne la met pas à l'abri de surprises stratégiques, en 2023 comme en 1973. Plus vous devenez fort, plus vous avez tendance à développer un certain libéralisme et à sous estimer vos adversaires. C'est clairement ce qui s'est passé en considérant le Hamas comme le plus faible auquel pouvait être confrontée Israël (...), souligne le professeur.

Un élément particulièrement saisissant de « risque existentiel » est mis en relief durant la conférence. Que faut-il entendre par là ? Son auteur revient sur ce point. « Israël a une tâche majeure qui n'est pas une obligation de moyens, mais de résultats : assurer la protection de la population civile israélienne. A la limite, l'armée israélienne peut être battue sur le champ de bataille, si ce champ de bataille est éloigné. C'est la théorie de la guerre préventive utilisée par Israël jusqu'en 1982, au Liban. Mais quel que soit le résultat du sort des armes sur le champ de bataille, la population civile reste protégée. (...) ». Précisément sur cette notion de « risque existentiel », l'intervenant enchaîne : « Les décideurs israéliens sont probablement en train de réaliser qu'il va être difficile pour eux d'assurer la sécurité de la population civile israélienne, que ce soit à l'égard du Hamas, du Hezbollah, de l'Iran ou de groupes terroristes qui tournent autour d'Israël (...). Le point le plus important, même si les dirigeants d'un certain nombre de pays de la région Arabe avaient normalisé leurs relations avec Israël, (...) est que les populations de ces Etats-là haïssent toujours Israël. Donc le pays est suspendu à l'évolution politique de ceux-ci. »

Le pouvoir en Israël a conscience de la difficulté de prévoir ce qu'il adviendra de ses citoyens en ce qui concerne leur protection. Dans cette hypothèse, P. Razoux voit le risque d'un « contrat rompu » entraînant des interrogations de ses habitants. Exemple : à quoi, cela sert de rester mobilisé pendant quatre années sous les drapeaux ? Et c'est là que le professeur constate : « Ça met les dirigeants israéliens dans un dilemme existentiel qui consiste à dire : comment inverser la tendance et rassurer la population israélienne que, désormais nous vous garantissons pour une génération que les villes israéliennes ne seront plus tapées. Et l'un des axes, c'est qu'il faut modifier les frontières (...) avec de nouvelles règles stratégiques sur le terrain. » C'est semble-t-il la tendance du moment. Cela témoigne donc de cette dimension existentielle visiblement ressentie ainsi.

Depuis sa naissance en tant qu'Etat, en 1948, Israël ne cesse d'être confronté à des guerres de certains pays arabes, mais pas seulement, qui souhaitent son effacement pour ne pas dire son anéantissement. Face à cette menace permanente, le pays n'a pas ménagé ses efforts pour se doter d'une armée à la pointe aussi bien sur le plan stratégique que technique. A chaque attaque, elle l'a démontré. Elle est également dotée d'un service de renseignements, le Mossad, des plus compétents et reconnu par ses pairs. C'est l'une des raisons pour lesquelles, à la stupéfaction générale, les attaques du 7 octobre demeurent l'une des failles les plus importantes de son histoire. Elle a laissé sans voix les premiers concernés. D'aucuns s'interrogent sur le manque d'anticipation de la tragédie mortelle qui s'en est suivi. Pourtant, selon les dernières informations, en cette fin du mois de novembre 2023, des indications ont filtré dans la presse selon lesquelles une agente des services de renseignements a émis l'hypothèse que le Hamas serait en mesure de mener une opération de très grande envergure. Au sommet de la hiérarchie du renseignement et de l'armée : silence radio.

Interrogé sur ce point névralgique, le regard de l'expert explique les ressorts. « C'est exactement ce qui c'est passé durant la guerre du Kippour. En octobre 1973, tous les indicateurs étaient passés au rouge. Un certain nombre d'analystes sur le terrain, dans les renseignements militaires, au sein du Mossad... avaient alerté les autorités israéliennes. Ils leur ont dit qu'il est en train de se passer quelque chose de très grave (...) qu'ils ont ignoré. C'est la conjonction de plusieurs données (...). » L'erreur est d'avoir estimé que, si un risque existait, il viendrait de la Cisjordanie.

Pour l'historien, c'est un conflit de basse intensité en termes militaires, mais existentiel en termes politiques et stratégiques.

C. T.

Compte-rendu

Pogrom. Arrêt sur images des massacres du 7 octobre 2023

Cette revue parue chez L'éditeur genevois GOOD HEIDI Production ne parle pas de l'avant ni de l'après 7 octobre 2023. Elle ne parle que du pogrom du 7 octobre. Pour comprendre la réaction d'Israël, sur ce qui se passe aujourd'hui à Gaza, il faut revenir et il faudra revenir sans cesse au 7 octobre. Puisque la mode des réseaux sociaux est de tout remettre en cause, d'inventer des fakes news, les images exclusives du photographe de guerre israélien Ziv Koren, du Magen David Adom et la campagne Kidnappés en faveur des 134 otages sont là pour nous rappeler ces massacres d'un autre âge.

Xavier Casile
Goodheidiproduction.ch

POGROM, revue de 96 pages. 25 CHF. 30 X 24 CM.

